

Intitulé de l'épreuve : Civilisation - MMOA

Nombre de copies : _____

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Le Mont Liban, bastion Chrétien et Druze, a été au 19^e siècle puis au 20^e siècle le théâtre de tensions dont la démographie était un élément central. Déjà liés à l'Europe par l'émir druze Fakhrédine II, proche des Médicis et que Louis XIII nommait "illustre et puissant Prince", les Chrétiens d'Orient ont été l'enjeu de l'élargissement du Petit Liban devenu Grand Liban. Cette politique, poussée par la Chambre "Bleu-horizon" en France, avait pour but de renforcer les minorités chrétiennes dans la région. Elle a toutefois échoué à créer un Grand Liban Chrétien du fait du différentiel de natalité avec les musulmans du littoral et du Nord. Cette dynamique démographique demeure d'actualité dans la vie politique du pays et de la région.

Avant même l'avènement des Etats dans la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient, la démographie a été, et demeure, un facteur central dans les équilibres politiques. Cela tient à son lien avec la religion notamment, elle-même enjeu de pouvoir. A ce jour la région présente une diversité de dynamiques démographiques avec des transitions démographiques achevées, en cours ou interrompues par des conflits meurtriers (Syrie, Yémen).

La démographie ne comprend aussi bien quantitativement (natalité, mortalité) que qualitativement c'est à dire l'évolution de la population de chaque segment des sociétés de la région. Au Moyen Orient et en Afrique du Nord, la

N°
! / !!
... / ...

Paramètre emporte des conséquences profondes pour la vie politique voire les relations extérieures des États. Des tensions tribalo-religieuses, se rapportant à ce que Ibn Khaldoun nommait 'Asabiyya, façonnent à ce jour les sociétés. Ces équilibres ont d'ailleurs été troublés par des facteurs émergeants comme l'illente la colonisation française de peuplement en Algérie. Dans le contexte des soulèvements des 2011, dont Bertrand Badier déclarait la même année qu'il s'agissait des événements comparables à ceux de 1989, la jeunesse, produite d'une forte natalité et d'inégalités de richesses parfois extrêmes, fut et demeure un enjeu prioritaire. Elle a ainsi vigoureusement dénoncé à certains égards soit l'absence d'État (services publics) soit son excessive pression.

Dans quelle mesure les dynamiques démographiques peuvent-elles faire de sources de blocages politiques au manq d'opportunités au point d'être incluses dans les processus politiques en mutation dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient?

La démographie est dans de nombreux cas un enjeu structurel ancien à la fois source et résultat de vulnérabilités des États, qui ont été creusés par les crises récentes et éveillé les attentes de la jeunesse (I). Si les gouvernements se saisissent quand ils le peuvent de cet enjeu parfois politiquement opportun, seule une nouvelle donne politique géniale plus inclusive pourra calmer les tensions liées des déséquilibres démographiques (II).

*

* *

I - La démographie est dans de nombreux cas un enjeu structurel ancien à la fois source et résultat de blocages politiques, qui ont été creusés par les crises récentes

N°

2111

A) Les dynamiques démographiques sont souvent et depuis longtemps un enjeu structurel qui génère et naît des tensions et vulnérabilités politiques

La forte natalité des Pays de la région a traditionnellement été source de richesse, puissance mais aussi de défis. Les premiers cités-État de la région, des Sumériens au Caire actuel qui est la première ville arabe en termes de population, ont tiré profit de leur richesse et ont par là même attiré des populations majeures. Les villes à forte démographie ont affecté à ces puissances un rayonnement historique en particulier dans le Croissant fertile. Les premiers stades de développement ont affecté une richesse par la densité démographique au sein de villes-pôles concentrant l'activité économique, politique et civilisationnelle. Les mutations économiques et sociales ont progressivement fait émerger des États organisés autour de villes-étapes qui ont représenté toutefois sur des campagnes très peuplées pour la main d'œuvre mais aussi leur sécurité. Michel Semat (L'État de Barbarie) découvrait ainsi l'importance des milices urbaines dans la protection des villes comme Alep contre un État central "Machine de pouvoir" ou des révoltes violentes.

Des États "sans peuple" ont par la suite vu le jour finaux dans le golfe par les richesses des hydrocarbures. En parallèle, la naissance de l'État d'Israël en mai 1948 a accordé une place importante à la notion de peuplement. Une immigration indo-pakistanaise pour la première, religieuse mais cosmopolite, dont eusse, pour la seconde, a donc permis le fonctionnement et la légitimité formant de nouvelles puissances régionales. Pourtant à terme cette nécessaire immigration, en particulier dans le Golfe, et même pour l'Arabie Saoudite que pour les Émirats et le Qatar, est source de dépendance et d'inégalités entre des travailleurs exclus et pauvres, des expatriés arabes très liés à leur pays d'origine par leur famille, et des citoyens rentiers.

Les États de la région ne caractérisent ainsi surtout par des systèmes représentatifs accordant beaucoup d'importance à la religion, donc à la démographie. Les accords de Taëf au Liban, la Mahasasa en Irak, consacrent par exemple un système politique confessionnel distribuant les sièges et postes selon des logiques moins d'efficacité que de confession. Par ailleurs des systèmes privilégiant des minorités (Sunnites au Bahreïn, Maronites en Syrie) créent des tensions structurelles de vie politique et concédées depuis 2011. En Israël et dans les territoires palestiniens, la démographie et la natalité crée également des tensions politiques et stigmatisations renforçant l'instabilité, et qui se manifestent par une course à la natalité de part et d'autre dans une certaine mesure.

Or, des mouvements de fond transversaux et engagés depuis plusieurs années aggravent ces vulnérabilités. D'une part la fuite des cerveaux, qu'elle soit à destination des pays du Golfe ou de l'Occident, a renforcé une défiance croissante à l'égard des États. Durant la guerre froide, l'attraction des étudiants vers les écoles et académies militaires occidentales ou soviétiques était déjà un enjeu de puissance et d'influence. Or, elles étaient parfois financées par des fondations et hommes d'affaires privés, contribuant à éloigner la jeunesse des États d'origine. D'autre part la barre tendancielle de la natalité de certains pays n'a pas été suivie par une hausse de la richesse par habitant (comme en Tunisie), aboutissant à des générations de jeunes pauvres ruraux et exclus à fort pouvoir contestataire. Cela aboutit in fine à une tendance à la polarisation des sociétés, entre des élites peu nombreuses attachées à un pouvoir central, et des populations nombreuses, souvent rurales, rejetant un État jugé inactif.

Malgré une natalité comme toute Mésopotamie, la région a accumulé des défis démographiques qualitatifs centrés autour de la jeunesse et de l'exclusion géographique. Elle est source de tensions qui ne sont pas réalisées et exacerbées durant les crises récentes des printemps arabes.

*

Intitulé de l'épreuve : Civilisation

Nombre de copies : _____

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

B) Les crises récentes et qui s'accumulent créent des vulnérabilités et exacerbent les revendications des jeunes de la région

Les soulèvements à partir de 2011 ont témoigné d'attentes non servies par les États. Ces attentes sont politiques d'une part. Elles se rapportent au besoin de représentation de populations jeunes en quête de représentation à minima législative. Tel fut le cas au Bahreïn avec le front de la jeunesse chiite, actif sur les réseaux sociaux et dans les rues de Manama. Au sein de tentatives palestiniennes la jeunesse du Fatah a récemment défié l'autorité de N. Mahmoud Abbas en commettant des actions violentes contre des Israéliens. D'autre part, ces revendications sont relatives au manque de services publics aussi bien pour les jeunes que les personnes âgées. Les déficits de l'éducation publique, le coût récurrent de l'éducation privée de qualité, sont concomitants de ceux de l'hôpital public et des soins privés. Outre la défiance politique, les services publics ont pu faire l'objet de manifestations, par exemple des grèves du personnel de santé en Tunisie en 2019 et du personnel enseignant en Jordanie en 2020.

Les mutations démographiques ayant abouti à une surreprésentation de certains groupes sociaux parmi les populations de jeunes, cela a exacerbé la polarisation des sociétés pendant les crises. En effet, la décadence de certains services publics

N°

5/1/11

accompagnée d'une privatisation des solutions apportés à la chute dans la pauvreté nourrit des influences politiques qui se confrontent. L'influence Turque a ainsi tiré profit du creusement des inégalités pour soutenir certaines populations, en particulier les Turkmènes du Nord-Liban et en Syrie. La chute dans la pauvreté extrême et les flux migratoires Syriens ont ainsi aussi nourri les rangs des mercenaires privés turcs (Sadat). En Irak, la marginalisation des sunnites dans l'échec post-2003, en particulier sous Nouri al Maliki, a contribué à nourrir les groupes armés de l'État islamique, par d'ex-militaires baasistes aux autres jihadistes (Stéphane Lacroix).

La démographie religieuse est également un facteur de tensions, voire de transformations durables depuis le début des conflits dans la région. Bien que la répartition géographique et surtout, pour les populations, fortement corréliée aux facteurs religieux, des perturbations ont été causées par les conflits en cours. En Syrie de nombreux villages sunnites, notamment autour de Damas, ont connu une chute démographique qui pourrait être compensée par des populations chiites moins poussées à l'exil. Paradoxal dans un pays majoritairement sunnite, ces déséquilibres socio-géographiques peuvent avoir des conséquences politiques de long terme. Dans le Golan et en Israël, la migration de nombreux Druzes depuis le Djebel Druze a causé jusqu'à présent des tensions entre ces populations et le reste des habitants. Cette démographie est aussi un enjeu pour les puissances régionales, à l'image du soutien par l'Iran de groupes chiites au Liban (Hezbollah) et au Yémen (Houthis, bien qu'ismaciens et non duodécimains). Au Liban l'entretien de la puissance du Hezbollah, notamment par le financement de services publics réservés aux membres de la milice, contribue à nourrir la défiance vis-à-vis de l'État.

Ainsi, si les enjeux démographiques sont structurels et intimement liés à la vie politique de la zone, la conjonction a nourri davantage ces déséquilibres et opportunités politiques. S'ils sont source de désenclavement des États

et de départo en masse, ces problèmes peuvent nécessiter des états politiques nouveaux, à condition de faire émerger des visions politiques inclusives.

*

II. Si les gouvernements se saisissent, quand ils le peuvent, des enjeux de ces mutations, parfois opportunes, seule une nouvelle donne politique inclusive et offrant des services adaptés pourra calmer les tensions liées des défis démographiques.

A) Quand ils le peuvent, les gouvernements se saisissent des opportunités créées par la démographie.

La jeunesse apparaît comme un enjeu dont a pu se saisir le pouvoir politique dans certains cas. En Arabie Saoudite, où la moyenne d'âge est inférieure à 30 ans comme c'est le cas dans de nombreux autres pays de la région ANMO, le Prince héritier Mohammed Bin Salman tente d'offrir des opportunités nouvelles à la jeunesse. Sa désignation par le Roi Salman comme héritier était déjà en elle-même une évolution allant dans le sens d'un rajeunissement du pouvoir, alors que la tradition avait pu donner ce titre au frère du roi. Le vent de réforme mêlé à un autoritarisme affiché renvoie l'image d'un nouveau dirigeant qu'une grande partie de la jeunesse saoudienne semble apprécier. Cela se traduit par une "vision 2030" centrée sur les nouvelles technologies et l'innovation (villes nouvelles comme Neom et The Line). La mobilisation de la jeunesse est également visible dans les discours de nombreux chefs politiques, à l'image de Mohammed bin Salman à l'été 2022.

* Les migrants
Dans le Golfe en particulier, croisant avec l'encouragement de l'immigration étrangère, la plupart

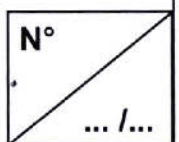
des économies de la région tendent à réduire leur dépendance aux capitaux étrangers issus des pays arabes pour encourager une nationalisation des fonctions supérieures. Tel est le cas de la "Saoudisation" des emplois, alors que le pays est la seule monarchie du Golfe où la population a en réalité un niveau de revenu par habitant modéré. Cette dynamique tend vers une réduction des opportunités pour les Moyen-Orientaux les plus qualifiés et peut ainsi les pousser à une expatriation plus lointaine (Asie, Europe, Amérique). Dans ce cas, elle s'accompagne aussi d'une expatriation de l'ensemble du ménage là où seule une personne s'expatriait généralement et transférait des fonds vers son foyer.

Certaines mutations démographiques ont récemment aussi des impacts politiques directs. En Arabie Saoudite les déplacements forcés de populations tribales, dans le cadre de la construction de nouvelles villes a généré des tensions. Souvent marginalisées, les populations bédouines représentent un enjeu sécuritaire, comme dans la région de Matruh en Egypte où les bédouins sont rattachés de groupes islamistes.

Enfin, et plus globalement, les dynamiques démographiques de forte croissance des populations, comme en Egypte mais aussi en Irak et globalement dans le monde arabe, ont tendance à mettre les Etats face à leur incapacité à une juste redistribution des ressources. Hormis le pétrole, l'eau est un point de discordance ancien mais qui se renforce. Or, la croissance démographique couplée à l'acidité croissante des sels conduit à des déplacements vers les villes et loin des points les plus chauds. L'Egypte et le Irak sont particulièrement concernés. Il en va de même pour la redistribution de la rente pétrolière dans une mesure même.

Les défis posés par ces mutations démographiques s'ajoutent donc à des contraintes environnementales posant lourdement sur les Etats.

*



Intitulé de l'épreuve :

Civilisation

Nombre de copies :

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

B) Sans nouvelle donne politique inclusive, il semble difficile d'aborder la question des nouveaux défis posés par la démographie, aux quels la France et l'Europe peuvent aider à répondre

Les États de la région ne semblent pas pouvoir agir sans légitimation par la jeunesse. D'une part la contestation née de la déception d'un nouvel ordre politique est menée par la jeunesse, elle-même fruit du dynamisme démographique. En Tunisie, l'Union des diplômés chômeurs mène depuis de nombreuses années une action renforcée dénonçant l'inaction de l'État dans l'offre d'emplois. Le manque d'infrastructures pour l'éducation et la formation offre des opportunités à des puissances émergentes, notamment à la Chine, de renforcer leur présence. En 2022 la Chine a ainsi débuté la construction en Irak de 1000 écoles en échange de pétrole (elle est par ailleurs le premier importateur). L'action humanitaire turque a également accru sa présence, bien qu'historique, notamment via IHH en Syrie. Cela appelle une meilleure inclusion des jeunes dans la vie politique, souvent en rupture avec les partis traditionnels et confessionnels.

Outre un engagement local, les mutations ont tendance à faire appel aux diasporas. Les

N°
9,11

citoyens établis à l'étranger, souvent favorables à des mutations de fond et à même de contribuer par leur compétence et capitaux à la réussite des processus démocratiques, peuvent s'engager s'ils ont a minima le droit de vote, ce qui n'est pas toujours le cas. Celle-ci s'est mobilisée notamment au Liban et en Tunisie (en dernière élection).

L'Union européenne et la France peuvent contribuer à bâtir des équilibres. Dans son discours aux ambassadeurs et ambassades 2022, le Président de la République a rappelé l'importance d'un engagement pour une diplomatie qui établit des équilibres. Dans son discours stratégique, l'Union européenne (Commission) a mis en avant l'importance d'un multilatéralisme inclusif. Cela peut passer par une aide au développement mieux coordonnée à l'échelle européenne pour les secteurs les plus en retard (éducation, accès à l'eau) prolongeant l'aide actuelle (12 Md € pour les projets de l'AFD en 2021). À long terme cela sert les intérêts de l'Europe sur la question migratoire, d'où l'importance des efforts sur la gouvernance des littoraux et la création locale d'emplois d'avenir. Sur les sujets politiques, le renouvellement de la Conférence de Bagdad sous l'égide de la Jordanie (lancée par la France en 2021) et encourageant l'effort de médiation dans les conflits pouvant avoir trait aux tensions actuelles, et les efforts pour la protection de l'environnement en conformité avec l'accord de Paris, peut être bénéfique. En particulier, le fait que les deux prochains COP auront lieu au Moyen Orient (Sahm el Sheikh et les Emirats en 2023 et 2024) offre de nombreuses opportunités pour l'encouragement d'un dialogue plus inclusif des régions répondant aux mutations démographiques.

*

Aussi bien quantitatives que qualitatives, les mutations démographiques des pays de la région Afrique du Nord Moyen-Orient ont des conséquences politiques à court et long terme. Elles mettent en particulier les États, même post-révolutionnaires ou n'ayant pas connu de bouleversement majeur, face à leurs limites. Or, leur action doit permettre des réponses acceptées par le plus grand nombre sans excès ni insuffisance. In fine, au Moyen-Orient comme ailleurs, \rightarrow Si l'État est trop fort, il nous écrase; Si il est trop faible, nous périssons \rightarrow (Paul Valéry).

*
* *

Lined writing area with horizontal ruling lines.